

ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

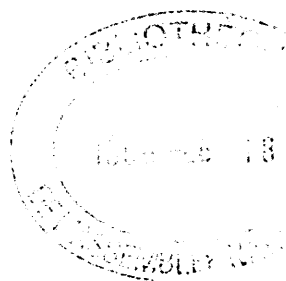
TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi n° 41

**Loi modifiant la Loi sur les
services de santé et les services
sociaux concernant les contrats
d'assurance de responsabilité de
certains établissements**

Présentation

**Présenté par
M. Jean Rochon
Ministre de la Santé et des Services sociaux**



**Éditeur officiel du Québec
1996**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur les services de santé et les services sociaux afin de permettre à la Corporation d'hébergement du Québec de garantir l'exécution de toute obligation à laquelle une association est tenue dans le cadre de la gestion d'une franchise afférente à un contrat d'assurance négocié et conclu à l'avantage de ses membres.

Ce projet de loi prévoit en outre que le ministre de la Santé et des Services sociaux pourra, aux conditions déterminées par le gouvernement, rembourser à la Corporation d'hébergement du Québec les sommes que cette dernière pourra être appelée à verser en application d'une telle garantie.

Projet de loi n° 41

Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux concernant les contrats d'assurance de responsabilité de certains établissements

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

[[**1.** La Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2) est modifiée par l'insertion, après l'article 472, du suivant:

« **472.1** La Corporation d'hébergement du Québec peut garantir l'exécution de toute obligation à laquelle une association reconnue par le ministre en vertu de l'article 267 est tenue relativement à la gestion d'une franchise afférente à un contrat d'assurance négocié et conclu par cette association à l'avantage de ses membres. Elle peut également avancer à cette association toute somme jugée nécessaire dans le cadre de cette gestion.

Le ministre peut, aux conditions déterminées par le gouvernement, rembourser à la Corporation d'hébergement du Québec toute somme qu'elle peut être appelée à verser en vertu de la garantie prévue au premier alinéa. Les sommes requises à cette fin sont prises sur le fonds consolidé du revenu. ».

2. Les dispositions du premier alinéa de l'article 472.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, édicté par l'article 1 de la présente loi, s'appliquent à l'égard des contrats conclus depuis le 1^{er} avril 1986.

3. La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.